



Les Verts



Prendre le leadership à gauche

Vert pré-historique (j'ai été élu vert en 83 avant de participer à la fondation des Verts en 84), j'ai été l'inventeur du concept d'autonomie contractuelle qui est devenu la stratégie des Verts en 95 et nous a mené au gouvernement en 97. En 2002 vous avez majoritairement ré-approuvé cette stratégie en votant la motion ponctuelle dont j'étais l'initiateur. (voir la motion en fin de message)

Aujourd'hui par ma candidature à la candidature pour la présidentielle de 2007, je voudrai vous proposer une lecture de l'autonomie contractuelle dans le but de prendre dans les 10 ans le leadership à gauche.

En votant majoritairement pour moi, je vous propose de faire savoir au PS que :

1 Nous sommes prêts à ne pas présenter de candidat au premier tour de la présidentielle pour éviter un nouveau 21 avril en contrepartie d'une répartition équitable des circonscriptions entre les différents partenaires : des primaires permettraient le choix de ces candidats uniques en déterminant le poids de chaque formation de la coalition et en faisant acter par l'ensemble des participants la répartition des circonscriptions.

2 Nous souhaitons l'organisation d'un processus de démocratie participative et délibérative qui permette aux millions de citoyens qui l'attendent de débattre du nouveau Pacte social que demande la mutation vers la société de l'après pétrole. Les participants, selon le modèle expérimenté en Suisse pour les référendums seraient amenés à trancher les grandes orientations de la législation à venir.

Ma proposition est donc

50

députés pendant 5 ans (ce qui vaut mieux qu'un candidat même brillant pendant 5 mois) et 5 millions d'électeurs concernés (ce qui vaut mieux que 127000 socialistes + 10000 Verts + X 1000 PC ...)

*Pas de candidat Verts au premier tour de la présidentielle
mais
des primaires pour choisir le candidat à gauche
et
une répartition proportionnelle des circonscriptions
fonction du résultat des primaires*

Mon propos vise donc à changer les règles du jeu à gauche

1 Sur le plan programmatique

- Sortir des accords bilatéraux qui accordent de fait toute latitude au PS en accordant quelques miettes à ses partenaires
- Remettre les citoyens dans la démarche en leur permettant de participer aux débats et au choix des orientations

2 Sur le plan électoral

- Faire exploser la règle du désistement républicain qui est une application de la démarche fondatrice du libéralisme économique : la loi de la jungle c'est le plus fort qui gagne.
- Appliquer la proportionnelle à la répartition des circonscriptions de premier tour pour que chaque électeur se sente justement représenté tout en assurant l'efficacité électorale : dans un scrutin uninominal c'est généralement le candidat arrivé en tête au premier tour qui gagne.

Une utopie réaliste

- Le 21 avril 2002 a montré que le mode de scrutin présidentiel pouvait aboutir à l'élimination de tout candidat de gauche ou écologiste du second tour.

- Le 29 mai a montré qu'alors que 95% de la représentation nationale était en faveur du Oui, le Non était majoritaire à 55%.

- La campagne référendaire a montré une réappropriation du débat politique par des personnes qui l'avaient délaissé : il serait judicieux de leur donner un possible débouché politique dans le cadre de la préparation des échéances de 2007-2008.

- Les Italiens ont fait la démonstration que l'organisation d'une primaire était possible : les organisateurs attendaient entre 500 000 et un million de participants, il y en a eu 4,5 millions.

- la révolte des banlieues est l'écume d'une crise sociale et d'un mal-être profond combinés avec une perte de foi dans la capacité des institutions à rétablir dans les faits la devise de la République (Liberté, égalité, fraternité) parce que la représentation nationale n'est pas représentative de la diversité des citoyens.

- Le résultat du référendum suisse en faveur d'un moratoire de 5 ans sur les OGM plaide en faveur des Assises Citoyennes de la Transformation Ecologique et Sociale dont la phase finale couplée avec la primaire pour désigner les candidat-e-s uniques de la gauche et des écologistes au premier tour de la présidentielle et des législatives pourrait permettre aux participant-e-s au processus de voter les grands axes de la législation.

Face à la mutation à laquelle nous sommes confrontés d'une planète de l'après pétrole, il est essentiel de redéfinir un nouveau Pacte Social à l'échelle de la planète comme du pays dans lequel chacun-e puisse se sentir inclus-e.

Pour changer le regard des électeurs à leur égard, il faut d'abord que les Verts commencent par changer le leur sur la situation politique à gauche.

Avec la même sociologie électorale que le PS (du centre à l'extrême gauche), les Verts sur l'échiquier politique doivent prendre conscience d'une position entre le PS et le PC au cœur de la gauche qui, tout en revendiquant leur identité écologiste, peut les placer en situation d'être reconnus comme le pivot d'un regroupement à vocation majoritaire.

Entre un PS qui a choisi de faire gagner les partisans du OUI et un PC résolument dans le sillage du NON mais qui flotte entre le radicalisme de la LCR refusant toute participation à un exécutif avec le PS et le réalisme de la nécessité d'accords avec le PS, les Verts en proposant l'idée d'Assises et de primaires peuvent marquer des points dans leur capacité à être les pivots d'une alternative à vocation majoritaire qui peuvent se transformer soit pour les législatives par des échanges de retraits pour permettre à quelques candidat-e-s de part et d'autre de se retrouver au second tour même sans accord avec le PS soit pour les échéances locales de 2008.

C'est le pari que je vous invite à faire ensemble en adressant un message clair à nos partenaires et aux citoyens qui attendent pour 2007 une alternative et non une simple alternance.

Les derniers événements

mettent plus encore en lumière la fracture politique et sociale manifestée à plusieurs reprises dont le 21 avril 2002 et le 29 mai 2005.

Autonomie contractuelle

Il faut rompre avec la méthode de négociations Verts-PS utilisée en 97 et 2002 qui ne donne que des strapontins.

Un bon contrat en 2007 c'est des ACTES + une primaire pour désigner le candidat unique de la gauche et des écologistes + une répartition proportionnelle des circonscriptions qui assure aux Verts un groupe parlementaire.

Sinon c'est l'autonomie : un candidat à la présidentielle et des candidats partout aux législatives. Nous ne parviendrons peut-être que marginalement à être présents au second tour mais cela aura le mérite de la cohérence et cela nous placera en bonne position pour faire un carton aux municipales l'année suivante.

L'autonomie contractuelle : Mode d'emploi

Motion adoptée par l'AG nationale décentralisée des Verts en Novembre 2002

L'AG considère que l'Autonomie contractuelle (dite AC dans le texte), adoptée comme stratégie en 1995, demande à l'expérience à être définie avec plus de précision dans ses modalités d'application.

Exposé des motifs

L'expression fait florès, il faut donc clairement préciser le concept pour éviter que chacun y lise ce qui l'arrange. L'exemple de Paris permet de donner une illustration de sa mise en œuvre, donne un mode d'emploi et un exemple à suivre. En 2001, deux listes se présentent aux électeurs en annonçant une même volonté de travail en commun. Les contacts antérieurs ont permis de déterminer les axes d'un programme commun et les pierres d'achoppement. Au soir du premier tour, les délégués des listes se retrouvent pour préciser la répartition sur les listes communes du second tour, se partager les responsabilités dans la future majorité et peaufiner le programme en fonction du rapport de forces décidé par les électeurs. Les engagements de chacun des partenaires sont clairs, précis et écrits.

Conclusion : cette fusion opérée dans de bonnes conditions permet à la gauche et aux écologistes d'emporter une mairie à droite depuis des lustres.

L'équipe ainsi formée se met au travail dans un bon esprit et lorsque arrivent les discussions sur les candidatures aux législatives, les Verts obtiennent 3 circonscriptions sur les 21 de la capitale.

Conclusion : les Verts emportent 2 sièges sur les 3 et le PS en gagne un.

Moralité : l'AC, cela fait gagner tout le monde.

L'accord électoral

La stratégie d'AC consiste à pouvoir rechercher des accords de gestion avec des partis de gauche sur la base d'une double exigence : un accord programmatique et une répartition proportionnelle des responsabilités. Dans le cadre de scrutins proportionnels, cette stratégie consiste à présenter une liste autonome avec, pour les municipales, fusion éventuelle entre les deux tours sur la base du rapport de forces du premier. Pour les municipales, des considérations locales (taille de la commune, nombre de candidat-e-s nécessaires, risque de - 5 %...) peuvent amener à des exceptions à cette règle. Lorsqu'il n'y a pas de contrat, l'AC consiste à se présenter en autonome et à ne pas donner de consigne de vote au second tour, sauf exceptionnellement, pour des raisons tactiques ou morales dûment expliquées aux électeurs. La stratégie de l'AC est donc en rupture avec la tradition de désistement républicain à gauche. En effet, le succès de la stratégie d'AC exige un rapport de force appuyé sur un militantisme de terrain, qui n'existerait pas si les voix des écologistes pouvaient être considérées comme automatiquement acquises à nos

partenaires : nous deviendrions de simples satellites. L'AC suppose respect mutuel et exclut qu'un parti soit dépendant ou soumis à l'autre.

L'application de l'ac durant la mandature

Au travers des élus, le but est de participer à la mise en œuvre et de veiller au respect du contrat signé construit en relation avec les mouvements sociaux. La clarté de l'engagement public devient notre force de dissuasion. L'AC impose que nos partenaires sachent qu'une violation des clauses du contrat rendra celui-ci caduc, entraînant retrait des exécutifs et du soutien à des majorités qui ne reposeraient plus sur les engagements initiaux. C'est à ce prix que l'on obtient le respect.

Pour les années à venir

2004 sert à préparer 2007. Nous devons tester la capacité de nos partenaires à étendre à l'ensemble des régions la «stratégie parisienne». Nous devons donc annoncer notre volonté d'accords programmatiques et d'une juste répartition des candidatures aux cantonales et sénatoriales. Nous proposons comme niveau de négociation la région et, de manière réaliste, comme base de répartition une moyenne des résultats des 3 derniers scrutins : législatives, présidentielle et européennes, ce qui ne supprime pas les autres niveaux de discussion, ni l'utilisation d'autres résultats tenant compte des réalités locales.

Nous devons dans le même temps nous préparer à compter sur nos propres forces tout en recherchant d'autres partenariats (régionalistes, fédéralistes, motivées...).

Et nous devons impérativement faire entendre à nos partenaires que le refus de leur part d'un contrat à fort niveau d'exigences entraînera aussi le nôtre, et donc une liste d'union sans eux ou une liste autonome aux régionales et des candidat-e-s sur tous les cantons en 2004 (circonscriptions en 2007), et que nos éventuels partenaires devront se débrouiller sans notre soutien au second tour. Il est de l'AC comme de la force de frappe (pour ses défenseurs) : elle est inutile si on annonce qu'on ne s'en servira pas. Nous devons aussi être prêts à assumer les conséquences de l'autonomie, financièrement et en nombre d'élu-e-s si les conditions réelles d'un bon accord ne sont pas réunies. La construction durable de l'écologie politique est à ce prix.

Coupon réponse

Pour pouvoir à l'occasion de la campagne interne défendre auprès des militants le point de vue exposé dans ce document, il me faut trouver 100 signatures de 10 régions.

Que tu partages mon point de vue ou que tu juges qu'il mérite à tout le moins d'être défendu, je te serai reconnaissant pour la qualité de notre débat démocratique interne de m'accorder ta signature.

Tu peux la faire parvenir en complétant le coupon réponse ci-dessous
par fax au 02 98 52 09 58

ou par courrier

Alain Uguen - 152 rue F. Pelloutier - 29000 Quimper

Merci d'avance

Amicalement

Je soussigné-e

Nom : Prénom :

adhérent-e de la Région

à jour de mes cotisations apporte ma signature à la candidature d' Alain Uguen

- *comme soutien à cette candidature

- *parce que je considère en tant que démocrate que son point de vue doit pouvoir être défendu

date:

Signature

* supprimer la mention éventuellement inutile